

J. Hurley

Le Devoir 27 Août
Le slogan de Bourassa mène à l'impasse, commente le PQ

QUEBEC (PC) — Le premier ministre Robert Bourassa, en liant la souveraineté culturelle au rapatriement de la constitution, s'est assuré que ni l'un ni l'autre ne verront jamais le jour, a affirmé hier le chef de l'Opposition officielle à l'Assemblée nationale, M. Jacques-Yvan Morin.

Commentant les propos tenus à ce sujet en fin de semaine par M. Bourassa à l'issue de la réunion du Mont Gabriel, M. Morin a souligné "que cela équivaut à mettre sur la tablette le dossier des communications, donc à laisser tomber le ministre Jean-Paul L'Allier".

Dans un communiqué remis à la presse, le député de Sauvé dit que "tout ce qu'Ottawa aura à faire pour conserver l'ensemble de ses pouvoirs, notamment en matière de communications, c'est de laisser dormir le dossier du rapatriement. Ce n'est pas un prix bien élevé à payer pour continuer à dominer tous les secteurs de la vie québécoise, y compris ceux mentionnés par M. Bourassa: l'immigration, la culture et les communications".

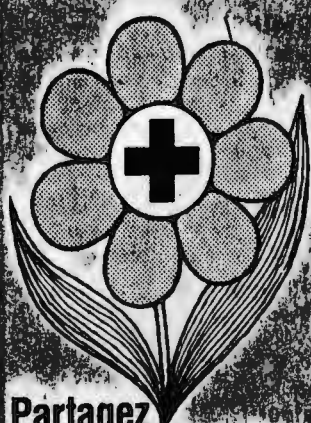
Le chef de l'Opposition soutient que le Québec, pour se développer pleinement, a besoin non seulement de pouvoirs en matières culturelle et sociale, mais également dans le domaine économique.

"C'est le contrôle actuel de l'économie et des richesses na-

turelles du Québec par Ottawa et les compagnies multinationales qui constitue le danger le plus grave pour l'avenir culturel des Québécois. Sans la maîtrise de notre économie et sans le développement du Québec par tous les Québécois, aucune sécurité culturelle n'est possible. C'est la raison pour laquelle le Parti québécois a posé la question de l'avenir du Québec en termes globaux. Faire croire aux Québécois que la souveraineté culturelle est possible sans la souveraineté tout court, c'est les leurrer dangereusement" a fait valoir le porte-parole du PQ.

Mais ce qui est très significatif pour M. Morin, c'est que M. Bourassa, en parlant de rapatriement, a soigneusement évité de demander la réouverture des discussions sur les partages des pouvoirs, afin que le Québec puisse acquérir ceux qui lui manquent.

Pour M. Morin, la déclaration faite en fin de semaine concernant la réouverture du dossier constitutionnel, c'est un geste uniquement défensif dont le but est de contrer une tentative imminente du gouvernement fédéral pour imposer le rapatriement de la constitution.



Partagez ce don de la nature. DONNEZ DU SANG À LA +

Cahiers du Québec

Maurice Émond
Yves Thériault et
le combat de
l'homme

éditions hurtubise hmh
380 ouest
rue craig
montréal